



Programme Alimentaire Mondial

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration
Rome, 13–16 novembre 2017**

Distribution: générale

Date: 26 octobre 2017

Original: anglais

Point 4 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/4-C

Questions de politique générale

Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

**Rapport de situation sur la collaboration entre les
organismes ayant leur siège à Rome**

Projet de décision*

Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport de situation sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome" (WFP/EB.2/2017/4-C).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Coordonnatrices responsables:

Mme E. Rasmusson
Sous-Directrice exécutive chargée du Département des
partenariats, de la gouvernance et de l'action de sensibilisation
tél.: 066513-2005

Mme s. Hochstetter
Directrice
Division des relations avec les organismes ayant leur siège
à Rome et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale
tél.: 066513-2335



Introduction

1. Au dernier trimestre de 2016, les organes directeurs des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM), ont réservé un accueil favorable au document conjoint intitulé [*Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome: Réaliser le Programme 2030*](#). Ce document présentait la vision commune, les principes directeurs d'une collaboration renforcée, les points forts de chaque institution, les conditions préalables et les engagements concernant la manière dont les équipes de pays peuvent prêter un appui aux gouvernements. Il exposait les défis et les possibilités, le mode de collaboration en fonction des contextes particuliers et les efforts de coordination renforcés aux niveaux national, régional et mondial.

Réponse des organismes ayant leur siège à Rome à la demande des membres

2. Les organes directeurs des organismes ayant leur siège à Rome ont demandé une mise à jour sur la collaboration entre ces organismes. Ce document, élaboré conjointement par la FAO, le FIDA et le PAM, fait le point sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome. Il explique comment ces trois organismes travaillent ensemble dans des contextes particuliers et donne des exemples de coordination renforcée ayant trait aux quatre volets de leur collaboration. Ces volets sont: i) la collaboration aux échelons national et régional; ii) la collaboration mondiale; iii) la collaboration sur des domaines thématiques; iv) la prestation conjointe de services institutionnels.

Faire avancer le Programme 2030: défis et possibilités

3. On assiste actuellement à la plus grande crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale: 20 millions de personnes sont au bord de l'inanition. Les conflits sont l'une des principales causes de la faim et l'un des défis essentiels qu'il convient de surmonter pour concrétiser l'Objectif de développement durable 2 (ODD 2). En 2016, 815 millions de personnes souffraient de la faim, selon [*L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017*](#). Cela représentait une hausse de 38 millions de personnes par rapport à 2015. La prévalence de la sous-alimentation a aussi augmenté et concerne désormais 11 pour cent de la population mondiale. Face à ce constat, les organismes ayant leur siège à Rome sont en mesure de fournir une assistance indispensable aux personnes qui en ont le plus besoin. Ensemble, ils mènent une action collective en utilisant tout un arsenal d'outils propres au développement, à l'aide humanitaire et à l'appui au renforcement de la résilience, aux services, aux connaissances et au financement dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et du développement rural transformatif.

4. Dans le contexte de la réforme globale du système des Nations Unies, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) se consacre au [*repositionnement du système des Nations Unies pour le développement en vue de la mise en œuvre du Programme 2030*](#). Les organismes ayant leur siège à Rome peuvent mutualiser l'expérience qu'ils tirent de leur partenariat, à tous les niveaux, tout en évitant les chevauchements d'activités, en créant des synergies et en optimisant l'avantage comparatif de chacun d'eux. Leur partenariat peut servir de modèle pour ce qui est d'œuvrer ensemble à la concrétisation des ODD aux échelons mondial, régional et national.

Mécanismes de coordination – Responsables des secrétariats et Groupe consultatif de haut niveau des organismes ayant leur siège à Rome et groupe

5. L'année 2017 a marqué l'ouverture d'un nouveau chapitre dans la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome. Le Directeur général de la FAO, le Président du FIDA et le Directeur exécutif du PAM sont pleinement résolus à faire collaborer leurs organismes et à trouver des moyens inédits et novateurs de travailler ensemble à la concrétisation des ODD. Les responsables des secrétariats des organismes ayant leur siège à Rome sont convenus de promouvoir la collaboration et de déterminer sur quels plans elle pourrait être renforcée aux niveaux national, régional et mondial, ainsi que dans des domaines thématiques. Les possibilités de collaboration en matière de prestation conjointe de services administratifs et institutionnels sont aussi à l'étude.

6. Les responsables des secrétariats des organismes ayant leur siège à Rome se sont réunis à plusieurs reprises et ont chargé le Groupe consultatif de haut niveau de donner suite à leur décision de renforcer la collaboration et de veiller à ce que les orientations de politique générale définies aux sièges soient transmises dans les pays et les régions. Des outils destinés tout particulièrement à être utilisés aux niveaux national et régional sont en cours d'élaboration, sur la base des bonnes pratiques retenues et des enseignements obtenus.

7. Les responsables des secrétariats des organismes ayant leur siège à Rome ont effectué ensemble une première mission historique en Éthiopie du 1^{er} au 5 septembre 2017. À cette occasion, ils ont noté l'importance du travail sur le terrain, à l'appui des efforts notables consentis par le Gouvernement en matière de développement. La FAO, le FIDA et le PAM se sont engagés à analyser conjointement, de manière plus approfondie, leur collaboration en cours dans le pays. La visite leur a permis de réaffirmer leur détermination collective à unir leurs efforts pour tirer parti de leur vaste collaboration en matière de programmation et de formulation de projets, de mise en commun d'informations et de fourniture mutuelle d'avis techniques, lorsque cela est possible, afin de trouver des possibilités de projets mixtes ou complémentaires.

8. La première réunion conjointe informelle du Conseil de la FAO, du Conseil d'administration du FIDA et du Conseil d'administration du PAM, qui s'est tenue le 15 septembre 2017, a été l'occasion de réfléchir de façon plus approfondie à la mission mixte et à la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome. Les responsables des secrétariats ont fait le point sur la collaboration, ce qu'on peut en attendre pour l'avenir et les moyens de mettre à profit la mission mixte en Éthiopie pour faire progresser le Programme 2030. La réunion informelle a mis en lumière le centrage du Programme 2030 sur le renforcement du partenariat entre la FAO, le FIDA et le PAM.

Le point sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome

9. Les organismes ayant leur siège à Rome continuent à étendre leur collaboration au niveau régional, à l'échelon mondial, dans des domaines thématiques et pour ce qui est de la prestation conjointe de services institutionnels. Actuellement, ils élaborent des bonnes pratiques applicables à divers contextes, mettent en évidence des enjeux, approches et innovations communs, transposent à plus grande échelle les activités mixtes qui se sont avérées efficaces et conçoivent des initiatives conjointes.

10. La FAO, le FIDA et le PAM mettent particulièrement l'accent sur la collaboration dans les pays. Ils sont en train d'élaborer de nouveaux plans par pays et unissent leurs efforts en ce qui concerne la programmation et la formulation de projets, ainsi que la mise en commun d'informations. Ils s'invitent mutuellement à prendre part à des consultations afin de recueillir des avis techniques et, quand cela est possible, de trouver des idées de projets mixtes ou complémentaires, en utilisant les ressources de chacun d'eux, sur les plans géographique et thématique. Chacun des organismes participe de plus en plus aux consultations organisées par les deux autres et à l'examen à mi-parcours de leurs plans par pays respectifs. En s'appuyant sur ces résultats pour ce qui est de la description qualitative et quantitative des activités, produits et réalisations, la FAO, le FIDA et le PAM sont en train de définir ensemble des cadres de résultats communs pour certains volets de leur collaboration et de leur partenariat.

Collaboration aux niveaux national et régional

11. Les organismes ayant leur siège à Rome ont poursuivi leurs efforts visant à harmoniser leurs stratégies, programmes et activités avec les stratégies mondiales et avec les engagements que les États ont pris en ce qui concerne la réalisation des objectifs du Programme 2030. Outre les exemples ci-dessous, l'annexe I fournit une longue liste d'activités menées aux niveaux national et régional.

12. En République dominicaine, il est prévu que les équipes de coordination des organismes ayant leur siège à Rome déterminent ensemble des domaines communs qui seront intégrés dans les plans stratégiques par pays de chacun d'eux. Le PAM commencera à élaborer son plan stratégique par pays 2018-2022 dans les mois à venir, à l'instar de la FAO. Ces deux organismes collaboreront étroitement avec le FIDA en vue de créer des synergies et de définir des domaines de travail communs dans le cadre du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) du Fonds, qui sera examiné par le Conseil d'administration de ce dernier en décembre 2017. Des activités similaires sont en cours, notamment, mais pas exclusivement, dans les pays suivants: Bangladesh, Chine, Madagascar, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Pakistan, Philippines et Sri Lanka.

13. Le programme Accélérer les progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales est une initiative mixte de la FAO, du FIDA et du PAM qui est mise en œuvre en Éthiopie, au Guatemala, au Kirghizistan, au Libéria, au Népal, au Niger et au Rwanda. Environ 41 000 femmes rurales et 213 000 membres de leur famille bénéficient actuellement du programme. Citons quelques-uns des principaux résultats obtenus dans le cadre du programme: 20 500 femmes ont été formées à des technologies agricoles améliorées; 19 000 femmes ont reçu des conseils nutritionnels; 20 000 femmes ont eu accès à des services financiers; plus de 20 000 femmes ont obtenu un appui au développement d'entreprise aux fins de la création de revenus; plus de 20 000 femmes ont participé à une campagne de sensibilisation aux droits des femmes et les gouvernements de l'Éthiopie, du Guatemala, du Libéria et du Népal ont contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques concernant l'égalité des sexes dans les secteurs agricole et nutritionnel.

14. À Madagascar, l'équipe de pays s'est vu décerner le Prix d'excellence Travailler ensemble sur le terrain, remis tous les deux ans par les organismes ayant leur siège à Rome, pour la période 2015-2016. Le FIDA et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) œuvrent ensemble au projet Usages multiples de l'eau dans le sud de l'île. Par ailleurs, le PAM et la FAO ciblent les mêmes bénéficiaires dans certains contextes: le PAM distribue alors de la nourriture et de l'argent afin de pourvoir aux besoins immédiats et la FAO intervient ensuite en fournissant les intrants nécessaires au redémarrage des activités agricoles.

15. Au niveau régional, les organismes ayant leur siège à Rome élaborent actuellement un cadre opérationnel pour les pays du bassin du lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad), qui sera étendu aux pays du Sahel. Il porte à la fois sur les besoins humanitaires et les besoins en matière de développement. La FAO, le FIDA et le PAM aideront les populations en proie à des conflits et les communautés d'accueil à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.

16. La paix et la sécurité alimentaire sont au cœur de l'appui que les organismes ayant leur siège à Rome prêteront au G5 Sahel. La FAO et le PAM sont en train de lancer un plan opérationnel stratégique dans le droit fil de 10 des 12 actions prioritaires de la stratégie pour le développement et la sécurité, la résilience et le développement humain, afin d'aider plus efficacement les pays du G5 Sahel aux niveaux politique et programmatique. Le FIDA participera aux processus de planification et de mise en œuvre.

17. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les directeurs régionaux de la FAO, du FIDA et du PAM se sont réunis. Ils étaient d'avis que les efforts collaboratifs devaient être intensifiés dans la région et sont convenus de formuler des plans de travail dans trois pays. À cet égard, il a été établi un processus, y compris les étapes principales et le calendrier, pour l'élaboration de ces plans de travail. L'objectif est que les plans soient achevés d'ici à la fin de 2017. Des activités analogues sont en cours dans les régions Asie et Pacifique, Moyen-Orient et Afrique.

Collaboration au niveau mondial

18. Au niveau mondial, les organismes ayant leur siège à Rome poursuivent leur collaboration dans des domaines comme le dialogue sur les politiques, la communication et les activités de plaidoyer. Ils s'appuient sur des approches communes, coordonnées et complémentaires pour faire progresser les questions liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les grandes enceintes mondiales, y compris le système des Nations Unies, le G7 et le G20. Outre les exemples ci-dessous, l'annexe II fournit une longue liste d'activités menées au niveau mondial.

19. Au sein du système des Nations Unies, par exemple, les organismes ayant leur siège à Rome ont continué à se coordonner étroitement au sujet du Programme 2030. Plus particulièrement, ils ont dirigé la consolidation de la note du Comité exécutif des affaires économiques et sociales (CEAES+) sur l'ODD 2; ils ont notamment donné un aperçu de l'état d'avancement de la mise en œuvre et déterminé les défis et les possibilités en matière d'élimination de la faim, de concrétisation de la sécurité alimentaire et de systèmes agricoles et alimentaires durables.

20. Les organismes ayant leur siège à Rome ont collaboré avec le Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU et ont organisé une réunion d'experts sur les progrès accomplis en matière de réalisation de l'ODD 2 au siège de l'ONU, à New York. La réunion s'inscrivait dans le processus de préparation du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (HLPF) sur le thème «Éliminer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation».

21. Le HLPF et ses préparatifs, y compris la réunion d'experts, sont des exemples qui illustrent une approche conjointe adoptée par les organismes ayant leur siège à Rome. Au HLPF, la FAO, le FIDA et le PAM ont parlé d'une seule voix et sont intervenus ensemble lors de l'examen thématique de l'ODD 2. Ils ont organisé une manifestation de haut niveau qui portait sur les résultats de la réunion d'experts et sur d'autres questions importantes et corrélées. Ils ont aussi organisé une manifestation en marge intitulée «Vers un monde libéré de la faim et une nutrition adéquate pour tous».

22. L'édition 2017 de *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* marque l'ouverture d'un nouveau chapitre en ce qui concerne le suivi de la progression vers un monde libéré de la faim et de la malnutrition, dans le cadre des ODD. Plus particulièrement, le document fait le point sur l'état d'avancement de la concrétisation des cibles ayant trait à l'élimination de la faim (cible 2.1 des ODD) et de la malnutrition sous toutes ses formes (cible 2.2). Il contient aussi des analyses thématiques sur les liens entre la sécurité alimentaire et la nutrition et les progrès accomplis au titre d'autres cibles des ODD. Le contenu du document ayant été modifié de manière que l'accent soit mis sur la nutrition, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) se sont joints aux partenaires habituels de la FAO que sont le FIDA et le PAM pour élaborer ce rapport annuel.

23. Lors de la manifestation «Faim zéro – Synergies mondiales, régionales et nationales au service de la concrétisation de l'ODD 2», tenue en marge de la Conférence de la FAO, les responsables des secrétariats des organismes ayant leur siège à Rome ont indiqué que l'objectif consistant à éliminer la faim et la malnutrition d'ici à 2030, comme s'y était engagée la communauté internationale, était réalisable mais nécessitait une action de plus grande ampleur, notamment des investissements accrus dans l'agriculture et le développement rural durable.

Collaboration sur les questions thématiques

24. La collaboration dans des domaines thématiques, sur des questions nouvelles ou à la demande de membres, fait partie intégrante des activités mixtes des organismes ayant leur siège à Rome et concerne un certain nombre de sujets aux niveaux mondial, régional et national. La collaboration thématique contribue à l'harmonisation des objectifs plus généraux de la FAO, du FIDA et du PAM, y compris dans l'optique de la concrétisation des cibles des ODD. Outre les exemples ci-dessous, l'annexe III fournit une longue liste d'activités thématiques mixtes.

25. Les travaux conjoints sur l'inclusion financière ont abouti à un projet final de cadre programmatique relatif à la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome, qui vise l'inclusion financière au service de la sécurité alimentaire et de l'amélioration de la nutrition, du développement rural et de la création de revenus. Afin de renforcer la collaboration aux fins de la

promotion de l'inclusion financière, la FAO, le FIDA et le PAM procéderont à une cartographie des capacités et priorités nationales, si possible dans un ou deux pays cibles, ce qui leur permettra de trouver des possibilités de collaboration et d'élaborer des programmes mixtes en conséquence.

26. La FAO, le FIDA et le PAM mettent actuellement en œuvre, de façon conjointe, le projet sur les pertes et gaspillages de nourriture intitulé «Généraliser les initiatives de réduction des pertes de produits alimentaires à l'intention des petits agriculteurs dans les zones à déficit vivrier». La première phase a commencé en 2014 au Burkina Faso, en Ouganda et en République démocratique du Congo. Elle a permis d'améliorer la sécurité alimentaire et les débouchés rémunérateurs par une réduction des pertes de nourriture dans les chaînes de valeur des céréales et légumineuses bénéficiant d'un appui. La deuxième phase, qui durera trois ans, a commencé en juillet 2017. Elle sera axée sur l'élargissement de la communauté de pratique, ce qui facilitera l'accès aux connaissances dans le domaine de la réduction des pertes de nourriture et de la gestion après récolte, ainsi que les liens avec les parties prenantes, la diffusion des résultats des analyses sur les pertes vivrières effectuées pendant la première phase et l'appui à l'élaboration de politiques et de stratégies.

27. En ce qui concerne la résilience, les organismes ayant leur siège à Rome sont en train de mettre en œuvre conjointement un programme sur cinq ans dans trois pays: Niger, République démocratique du Congo et Somalie. Ce programme est financé par le Canada et c'est la première fois que la FAO, le FIDA et le PAM reçoivent collectivement un financement pluriannuel au profit d'activités relatives à la résilience. Sur la base du Cadre conceptuel de collaboration et de partenariat entre les organismes ayant leur siège à Rome pour renforcer la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, élaboré en 2015, et des enseignements tirés de l'expérience acquise au Guatemala, au Kenya et au Niger en matière de renforcement de la résilience, le programme adoptera une approche intégrée visant à accroître la résilience des populations rurales face à des crises.

28. La FAO, le FIDA et le PAM ont intensifié leur collaboration dans le domaine de la coopération Sud-Sud et l'ont élargie de manière à inclure d'autres facilitateurs au niveau du système des Nations Unies dans son ensemble, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC). Au début de 2017, les organismes ayant leur siège à Rome se sont associés au PNUD pour lancer un système mondial d'échange sur les solutions de développement, appelé SSMart for ODDs. Cette plateforme en ligne crée un environnement propice dans lequel les partenaires des Nations Unies peuvent rendre leurs demandes publiques, faire part de leurs solutions et se mettre en relation les uns avec les autres afin de favoriser les possibilités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

29. En 2015, le Groupe de travail des organismes ayant leur siège à Rome sur les chaînes de valeur tenant compte de la nutrition a été créé. Un cadre commun sur les chaînes de valeur tenant compte de la nutrition, qui s'appuie sur les approches existantes dans le domaine des chaînes de valeur au service de la nutrition, a été élaboré et présenté lors d'une manifestation spéciale tenue pendant la quarante-troisième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). En mars 2017, le Groupe de travail a organisé une consultation en ligne par l'intermédiaire du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN), ce qui a permis une plus grande diffusion et a encouragé les remontées d'informations. Un cours de formation en ligne destiné aux professionnels est en cours d'élaboration et sera lancé en 2018.

Prestation conjointe de services institutionnels

30. Les organismes ayant leur siège à Rome étudient sans cesse les moyens de renforcer leur efficacité et leur efficacité grâce à des services institutionnels conjoints à leurs sièges et sur le terrain. Outre les exemples ci-dessous, l'annexe IV fournit une longue liste d'activités relatives à la prestation conjointe de services institutionnels.

31. Les organismes ayant leur siège à Rome se trouvent à différents stades de mise en œuvre du Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO) et travailleront ensemble à ce que les autres possibilités de collaboration soient étudiées de façon exhaustive. La FAO, le FIDA et le PAM débattent actuellement de nouvelles possibilités d'harmonisation pour ce qui est de la gestion des crises et de la continuité des activités. Parmi les domaines concernés figurent un processus de prise de décision et des

protocoles communs, ainsi que des modalités de collaboration comme l'utilisation des locaux des autres organismes à titre de remplacement.

32. Les départements de la FAO, du FIDA et du PAM chargés des technologies de l'information et de la communication se sont associés en vue de créer une plateforme de communication commune dont le but est de faire connaître leurs initiatives en matière de collaboration. Un site Internet collectif, qui sera lancé avant la fin de l'année, mettra en lumière les activités conjointes et donnera des informations actualisées sur les initiatives en cours, en insistant sur les synergies et la complémentarité entre les travaux des organismes ayant leur siège à Rome.

La voie à suivre

33. Le renforcement de la collaboration entre la FAO, le FIDA et le PAM s'inscrit dans le droit fil de la démarche menée à l'échelle du système des Nations Unies qui vise à accroître l'efficacité, l'efficacéité et la redevabilité. Le processus de réforme des Nations Unies lancé par le Secrétaire général de l'ONU requiert une collaboration solide et un décloisonnement des activités. On y souligne en outre que le Programme 2030 constitue un cadre global et intégré, dans lequel les entités des Nations Unies travaillent en étroite coopération et mutualisent leurs compétences spécialisées afin de faire progresser les approches intégrées en matière de renforcement des capacités¹. Les organismes ayant leur siège à Rome peuvent communiquer leur expérience en matière de partenariat et servir de modèle à d'autres pour ce qui est d'œuvrer ensemble à la concrétisation des ODD. Ils continuent de faire avancer des stratégies, programmes et activités nouveaux qui sont en accord avec leurs mandats, leurs avantages comparatifs et leurs points forts, en tirant parti des compétences spécialisées et techniques de chacun d'eux, en vue d'améliorer l'efficacité.

34. Les organismes ayant leur siège à Rome ont reconnu que des engagements collaboratifs dans certains contextes étaient plus pertinents qu'une approche générale. Il a été indiqué que le fait d'envisager la collaboration entre la FAO, le FIDA et le PAM à tous les niveaux du cycle du programme ou du projet était une action commune essentielle, étant donné que la coordination et les synergies entre ces organismes sont optimales lorsqu'elles se situent à l'étape de la planification et de la programmation. Une coordination améliorée au moment de la planification permet une mutualisation des ressources techniques et une exécution efficace, en particulier pour ce qui est de la réalisation des ODD. Elle confirme la détermination des organismes ayant leur siège à Rome à travailler ensemble le plus tôt possible dans le processus de programmation, ce qui leur permet d'obtenir des résultats plus significatifs que dans le cas d'une simple collaboration a posteriori.

35. Le document conjoint de 2016 déclarait que le Programme 2030 constituait la possibilité de collaboration la plus importante qui se soit jamais présentée entre la FAO, le FIDA et le PAM. Par la suite, ces organismes ont reconnu que travailler côte à côte et œuvrer main dans la main étaient deux choses différentes. Il n'y aura pas de développement durable sans décloisonnement des activités et les organismes ayant leur siège à Rome se sont engagés à jouer un rôle pivot pour ce qui est d'aider les États Membres à mettre en œuvre le Programme 2030.

¹<http://undocs.org/fr/A/72/124>.

ANNEXES

Annexe I – Collaboration aux échelons national et régional**1. Afghanistan**

La FAO, le PAM et l'UNICEF soutiennent l'AFSANA (Afghanistan Food Security and Nutrition Agenda) en vue de suivre efficacement les progrès réalisés dans la mise en place d'un cadre intersectoriel pour l'alimentation et la sécurité alimentaire. La FAO, le PAM et l'UNICEF doivent établir un rapport complet intitulé «Afghanistan's Strategic Review on the status of Zero Hunger» (Examen stratégique des avancées de l'Afghanistan à l'égard de l'objectif Faim zéro). La FAO et le FIDA fournissent une assistance technique à la création d'unions de producteurs laitiers dans le pays, où cinq d'entre elles ont vu le jour.

La FAO et le PAM codirigent le module de la sécurité alimentaire. La FAO et le FIDA coopèrent actuellement pour financer un prêt de 65 millions d'USD accordé au Gouvernement afghan pour favoriser la compétitivité des petits exploitants.

2. Burundi

La FAO et le PAM mettront en œuvre un projet qui vise à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des ménages vulnérables grâce à la création de biens de production et au renforcement des capacités des petits exploitants. La FAO et le FIDA ont lancé un projet pilote d'introduction du lait dans les repas scolaires. Le FIDA a fourni des vaches aux agriculteurs et a créé des centres de ramassage du lait, qui est ensuite acheté par le PAM.

3. Burundi, Jordanie, Népal, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao

Dans le cadre de l'initiative mixte de renforcement des capacités pour une meilleure gestion des investissements publics dans la petite agriculture dans les pays en développement, le FIDA et la FAO mettent au point des plans de renforcement des capacités accélérés et conjuguent leurs efforts en faveur de la vulgarisation agricole en intégrant un volet relatif aux écoles pratiques d'agriculture dans les projets d'investissement financés par le FIDA, ou en améliorant la mise en œuvre de ces programmes.

4. Cambodge

À l'appui de l'examen à mi-parcours de la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (NSFSN) mené par le Gouvernement, la FAO et le PAM sont convenus de profiter de cette évaluation pour analyser la situation, établir des priorités et élaborer une vision d'avenir en vue de définir le socle commun à l'ensemble des initiatives en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition à suivre dans l'année qui vient. Le FIDA finance le projet ASPIRE² auquel s'associe le PAM afin d'améliorer la commerciabilité des produits agricoles locaux et la participation des petits exploitants au programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale. Pour compléter ce programme du PAM, la FAO a œuvré à promouvoir les jardins potagers scolaires afin d'améliorer la nutrition dans les établissements concernés. De plus, la FAO et le PAM travaillent de concert sur le Système d'évaluation interinstitutions de la protection sociale spécifique à la sécurité alimentaire et à la nutrition (FSN ISPA). Le FIDA et la FAO travaillent actuellement au projet PADEE (projet de développement de l'agriculture et d'autonomisation économique).

5. Tchad

La FAO, l'OMS, le PAM et l'UNICEF mettent en œuvre le programme conjoint PRO-FORT (production locale d'aliments de complément fortifiés). Ce programme renforce la résilience des ménages les plus vulnérables en améliorant la disponibilité, la stabilité, l'accès et l'utilisation des aliments de complément à forte valeur nutritionnelle pour les enfants âgés de 6 à 24 mois.

² Agriculture Services Programme for Innovation, Resilience and Extension (ASPIRE).

6. République démocratique du Congo

Les organismes ayant leur siège à Rome réalisent des projets conjoints en faveur des petits exploitants et pour promouvoir la résilience des moyens d'existence en cas de crise prolongée. Le PAM met l'accent sur la rénovation d'une infrastructure productive axée sur les marchés tout en favorisant les petits agriculteurs et leurs débouchés commerciaux. La FAO se concentre sur l'accès aux biens de production et aux intrants agricoles, les procédés de transformation agricole élémentaires et la promotion d'une agriculture qui résiste aux aléas climatiques et tiennent compte de la nutrition. Le FIDA facilite la professionnalisation des organisations d'agriculteurs en les aidant à accéder aux services consultatifs agricoles et aux services ruraux de microfinance.

7. République dominicaine

La FAO et le PAM soutiennent ensemble le processus d'examen stratégique de l'ODD 2, qui alimentera la feuille de route nationale pour réaliser l'objectif Faim zéro à l'horizon 2030. Les deux organismes coopèrent également pour appliquer la Loi relative à la souveraineté et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle adoptée récemment.

8. Guatemala

S'agissant des questions de résilience, la FAO et le PAM cherchent à améliorer leur collaboration sur une base continue en renforçant le soutien technique et en améliorant leur communication grâce à des plates-formes communes. La FAO et le PAM examinent les modalités permettant d'améliorer conjointement l'économie de l'agriculture vivrière paysanne et d'accroître la productivité agricole en resserrant les liens entre les filières de commercialisation et les chaînes de valeur. Le FIDA et le PAM collaborent avec des organisations paysannes et fournissent aux petits agriculteurs l'assistance technique leur permettant d'augmenter leur production et d'améliorer la qualité.

9. Kenya

La FAO, le FIDA et le PAM aident les petits exploitants des comtés semi-arides à sortir de l'insécurité alimentaire en suivant une approche durable. Le programme aide les communautés à construire et gérer des bassins, de petits systèmes d'irrigation, de petits étangs fermiers et des parcelles consacrées à l'agroforesterie, ainsi qu'à diversifier les cultures, produire du fourrage et gérer les terrains de parcours.

10. Inde

La FAO, le FIDA et le PAM visent à promouvoir des pratiques agricoles tenant compte de la nutrition et à améliorer les connaissances et les pratiques en la matière au sein des groupes tribaux particulièrement vulnérables.

11. Iraq

La FAO et le PAM ont commencé à rédiger le rapport Analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité. Ces deux organismes ont aidé le module de la sécurité alimentaire, qu'ils codirigent, à élaborer les éditions 2017 de l'Aperçu des besoins humanitaires et du Plan de réponse humanitaire visant l'Iraq. Ils collaborent également à la préparation du Plan régional pour les réfugiés et la résilience (3RP) afin de veiller à l'intégration durable et productive des réfugiés syriens dans leurs communautés d'accueil et de favoriser la cohésion sociale. Par ailleurs, la FAO et le PAM épaulent le module dans l'élaboration des éditions 2018 de l'Aperçu des besoins humanitaires et du Plan de réponse humanitaire.

12. Jordanie et Liban

La FAO, le FIDA et le PAM s'emploient à formuler une proposition de projet commun intitulé «Enhancing the livelihoods and resilience to secure food security of host communities and Syrian refugees in Jordan and Lebanon through sustainable agricultural development» (Améliorer les moyens d'existence et la résilience au service de la sécurité alimentaire des réfugiés syriens et de leurs communautés d'accueils en Jordanie et au Liban grâce au développement agricole durable).

Au Liban, la FAO a travaillé en étroite collaboration avec le FIDA à la conception d'un projet d'aide aux petits producteurs laitiers. La FAO et le PAM collaborent étroitement à la codirection du Groupe de travail sur la sécurité alimentaire, et s'efforcent ainsi de coordonner leurs programmes mutuels en faveur de la résilience et des moyens d'existence des populations agricoles.

En Jordanie, la FAO et le PAM assurent la coprésidence de l'Équipe spéciale pour la sécurité alimentaire et dirigent ensemble le Groupe de travail sur la sécurité alimentaire. Ces deux organismes coordonnent également leurs efforts de développement des capacités en matière de collecte et d'analyse de données sur la sécurité alimentaire. Le FIDA a négocié avec la FAO une éventuelle participation de l'Organisation à un projet de développement rural axé sur l'élevage.

13. Mozambique

La FAO, le FIDA et le PAM collaborent dans le cadre du programme «Support to Accelerate Progress towards MDG 1c» (Promouvoir une accélération des progrès vers la réalisation de l'OMD 1C), dont la mise en œuvre sert désormais l'ODD 2. Cette initiative se traduit par la diversification du régime alimentaire de 18 000 femmes en âge de procréer et enfants de moins de deux ans. Cette collaboration se décline sur divers axes dans le pays, y compris la systématisation des analyses IPC de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et la coopération Sud-Sud.

14. Myanmar

La FAO et le PAM travaillent de concert sur divers questions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Depuis août 2016, ces organismes ont conjointement mis en œuvre deux projets financés par le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF).

15. Niger

En matière de développement agricole, le PAM mène des activités de régénération des terres par l'intermédiaire du programme Vivres et création de biens en échange de travail, efforts complétés par ceux de la FAO et du FIDA qui fournissent des semences améliorées et des conseils techniques relatifs aux formations aux pratiques améliorées visant à stimuler la production agricole et pastorale. La FAO complète également ces activités en augmentant la productivité des terres, en distribuant du bétail, en développant la petite irrigation et en renforçant les moyens d'existence. Parmi les initiatives du FIDA figurent la construction d'infrastructures, par exemple des routes, des petits barrages, des systèmes d'irrigation et des points de vente de semences. En vue de stimuler les achats auprès des petits exploitants locaux, la FAO dispense des formations en matière de gestion et de techniques agricoles, et le PAM achète les produits agricoles nécessaires à ses activités. Cette initiative bénéficie du soutien de la chaîne de valeur du FIDA.

16. Nigéria

La FAO et le PAM coopèrent afin d'associer l'aide alimentaire et le soutien à la production de l'agriculture paysanne au moyen de transferts en nature (vivres) ou en espèces, et en cherchant à stimuler rapidement la production des petits exploitants en leur distribuant des semences, des outils et des engrais ainsi que des kits de démarrage concernant les moyens d'existence des petites exploitations. Pendant la période de soudure, 76 000 ménages ont bénéficié d'efforts conjoints associant l'aide alimentaire à la fourniture de semences et d'autres intrants. Par ailleurs, la FAO et le PAM pilotent ensemble le Groupe de travail sur le secteur de la sécurité alimentaire (FSSWG), qui a réussi à fournir de l'aide alimentaire et à renforcer les moyens d'existence de 3,4 millions de personnes sur les 5,1 millions visées.

17. Philippines

La FAO et le PAM sont convenus de collaborer sur diverses activités de plaidoyer en faveur de la transformation du Conseil national sur la nutrition (NNC) en Conseil national sur la nutrition et la sécurité alimentaire (FSNC), et pour soutenir des projets de loi relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

18. Sénégal

Le FIDA et le PAM travaillent ensemble à accroître la sécurité alimentaire et financière des communautés et des ménages ruraux vulnérables. Sept mille agriculteurs ont ainsi pu bénéficier du produit d'assurance du PAM indexé sur les conditions météorologiques.

19. Somalie

La FAO et le PAM dispensent des formations sur les techniques de récolte et d'entreposage adéquates et fournissent aux petits agriculteurs des dispositifs de stockage «Cocoon» et d'autres équipements pour optimiser la qualité de leur récolte.

20. Soudan du Sud

La FAO et le PAM mettent en œuvre conjointement la phase II du projet Building Resilience through Asset Creation and Enhancement (BRACE II, qui vise à favoriser la résilience par la création et l'amélioration des biens). Ce projet a trois grands objectifs: accroître l'aptitude à absorber, anticiper et s'adapter à la variabilité et aux extrêmes climatiques, réduire les risques de conflit communautaire en renforçant la solidarité et la cohésion sociales, enfin raccourcir les périodes de soudure et améliorer la sécurité alimentaire. Dans le cadre du programme mixte FAO-PAM-UNICEF-PNUD pour le relèvement et la stabilisation (Joint FAO-WFP-UNICEF-UNDP Programme for Recovery and Stabilization), la FAO et le PAM entendent rétablir et diversifier les moyens d'existence des communautés, promouvoir les méthodes de cultures et d'élevage durables, et renforcer les pratiques de gestion et de mise en commun des ressources entre les communautés. La FAO et le PAM utilisent régulièrement les produits du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et coopèrent pour effectuer des analyses dans ce cadre à des fins de coordination et d'évaluation des réponses. La FAO et le PAM pilotent ensemble le module de la sécurité alimentaire ainsi que des missions annuelles d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire. Le Soudan du Sud ayant récemment été infesté par les légionnaires d'automne, la FAO applique des mesures d'atténuation fondées sur des services de vulgarisation et une lutte efficace contre les ravageurs, tandis que le PAM fournit des vivres aux populations les plus gravement touchées. Les programmes du PAM fondés sur la distribution d'espèces ou de vivres au Soudan du Sud fournissent aux ménages agricoles aidés par la FAO des dispositifs de protection des semences. Ainsi, les populations dont l'insécurité alimentaire est la plus grave ne consomment pas les stocks de semences pendant la période de soudure.

21. Soudan

La FAO, le PAM et l'UNICEF sont en train de mettre en œuvre un projet conjoint en faveur de la résilience (Joint Resilience Project) qui porte sur les effets des chocs climatiques comme les inondations et les sécheresses sur la santé et la nutrition des femmes et des enfants. Par ailleurs, la FAO, l'OMS et le PAM réalisent un projet d'amélioration de l'état nutritionnel des communautés vulnérables et défavorisées du Soudan en misant sur l'enrichissement des aliments à grande échelle, l'enrichissement à domicile et l'introduction de cultures biofortifiées dans les communautés rurales afin d'améliorer l'état nutritionnel des populations vulnérables.

22. Sri Lanka

Des experts du FIDA, du PAM et de l'IFPRI³ appuient une stratégie axée sur la nutrition destinée au plan stratégique de pays (PSP) du PAM. Le FIDA coopère avec le PAM à l'élaboration d'un cadre permettant aux bénéficiaires du programme Vivres et création de biens contre travail du PAM de participer ensuite au programme relatif aux marchés agricoles financé par le FIDA. La FAO et le PAM soutiennent également l'évaluation nationale de la sécurité alimentaire (National Review of Food Security).

³ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

23. Yémen

La FAO, l'OIT, le PNUD et le PAM ont mis en œuvre le programme d'amélioration de la résilience rurale au Yémen (Enhancing Rural Resilience in Yemen, ERRY). Ce programme visait à renforcer la résilience des communautés rurales vulnérables touchées par le conflit que connaît le pays. Le PAM et la FAO assurent conjointement la direction du module de la sécurité alimentaire et de l'agriculture. Le PAM, la FAO et l'UNICEF collaborent à la réalisation de l'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les situations d'urgence, laquelle contribuera à dresser un bilan complet de la situation du Yémen du point de vue de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Enfin, la FAO et le PAM ont été sollicités pour aider à remettre en état les laboratoires de sécurité sanitaire des aliments d'Aden et Al Hudaydah.

24. Zambie

Les efforts communs de la FAO, du FIDA et du PAM ciblent 300 000 petits exploitants. Leur partenariat permet aux villages agricoles isolés d'accéder aux marchés et d'accroître leur productivité. Dans ce cadre, le PAM a distribué des légumes secs produits par de petits agriculteurs par l'intermédiaire de son programme d'alimentation scolaire issue de la production locale, la FAO a introduit le projet de renforcement de l'agriculture de conservation (CASU) auprès des petits exploitants, et le FIDA achève de reconstruire 28 kilomètres de route reliant les petits producteurs aux principaux marchés.

25. Asie et Pacifique

Dans le Pacifique, la FAO et le PAM codirigent le module de la sécurité alimentaire de la région Pacifique (rPFSC) et s'efforcent d'améliorer la coordination et la capacité de réaction des pouvoirs publics, des communautés et des organisations humanitaires en vue de lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire en cas de crise humanitaire. Le module fournit des recommandations techniques aux autorités et aux communautés concernant l'élaboration de plans d'alerte rapide et d'intervention précoce dans le Pacifique.

26. Moyen-Orient et Afrique du Nord

La FAO et le PAM ont travaillé ensemble pour la Semaine arabe du développement durable. À cette occasion, des sessions communes ont eu lieu, notamment sur la gestion du risque de sécheresse en Somalie et sur les interactions entre les risques climatiques et l'alimentation, l'eau et le développement. Le PAM a également collaboré avec la FAO et la CESAO⁴ lors d'une session extraordinaire consacrée à la sécurité alimentaire à l'occasion du Forum arabe pour le développement durable organisé au Maroc. Inscrivant cette collaboration dans la durée, le PAM contribue aux travaux pilotés par la FAO et la CESAO pour établir un rapport relatif aux perspectives concernant l'ODD 2 dans la région arabe, et a participé à la dernière concertation sur le rapport organisée à Beyrouth en août 2017. Le PAM épaulé également la FAO dans ses travaux avec la Ligue des États arabes visant l'organisation de la treizième Réunion sectorielle ONU-LEA sur l'eau. Le PAM prendra part au colloque régional organisé par la FAO intitulé «Des systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition». La FAO a participé à l'initiative du PAM visant les repas scolaires et la protection sociale dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

27. Afrique subsaharienne: programme pilote prônant une approche intégrée de la sécurité alimentaire

La FAO et le FIDA travaillent de concert au programme pilote prônant une approche intégrée du Fonds pour l'environnement mondial qui vise à favoriser la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Ce programme a pour objectif d'accroître la durabilité et la résilience du point de vue de la sécurité alimentaire en sauvegardant les services écosystémiques dans douze pays (Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Niger, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Swaziland et Tanzanie).

⁴ Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO).

Annexe II – Collaboration mondiale

1. Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS)

Les organismes ayant leur siège à Rome ont uni leurs efforts dans le cadre du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) du G20, et figuraient parmi les dix organisations internationales chargées en novembre 2010 par les dirigeants du Groupe d'élaborer des options à examiner par le G20 quant à la manière d'améliorer l'atténuation et la gestion des risques liés à l'instabilité des prix des denrées alimentaires et des autres produits agricoles, sans toutefois entraîner de distorsions des marchés, aux fins de protéger les plus vulnérables. En 2011, le G20 a lancé l'AMIS, une plate-forme interinstitutions visant à améliorer la transparence du marché des produits alimentaires ainsi que la coordination des politiques en situation de crise. Depuis lors, le FIDA et le PAM sont des membres actifs du Secrétariat interinstitutions de l'AMIS établi à la FAO. Le FIDA a plus précisément créé deux subventions de recherche pour favoriser l'amélioration des connaissances sur les mécanismes qui stimulent l'instabilité des prix des denrées alimentaires.

2. Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

En 2017, les organismes ayant leur siège à Rome ont continué de soutenir le Secrétariat du CSA en lui apportant des ressources humaines, techniques et financières, tout en promouvant les textes du Comité comme des instruments favorables à la mise en œuvre intégrée des ODD. Au sein du CSA, la FAO, le PAM et le FIDA se sont activement engagés dans le cadre des sessions plénières, du Groupe consultatif, des groupes de travail à composition non limitée, des équipes techniques et de consultations officieuses. De plus, ils ont fortement contribué aux débats sur les recommandations relatives à l'évaluation du CSA. En tant que membres de l'Équipe technique du groupe de travail à composition non limitée du CSA sur la nutrition, les organismes ayant leur siège à Rome ont participé en 2017 aux trois manifestations intersessions organisées par ce Groupe sur les thèmes suivants: 1) investissements en faveur de systèmes alimentaires sains; 2) évaluation de l'impact des politiques visant à favoriser un environnement alimentaire et des régimes alimentaires sains; 3) investissements dans les systèmes alimentaires afin de prévenir les retards de croissance. En marge de la quarante-quatrième session du CSA, les organismes ayant leur siège à Rome ont organisé et financé conjointement des manifestations traitant de questions d'actualité, notamment l'intégration de la nutrition et du changement climatique à la lumière des recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

3. Commission de la condition de la femme

Les organismes ayant leur siège à Rome ont amélioré leur coordination pour concevoir des messages de sensibilisation clés dans la perspective de la session annuelle de la Commission de la condition de la femme. En 2018, la Commission s'est fixé pour thème prioritaire: défis et possibilités pour parvenir à l'égalité entre hommes et femmes et autonomiser les femmes et les filles dans les zones rurales, et la FAO, le FIDA et le PAM ont resserré leur collaboration en amont de cette session. Ces organismes ont proposé au Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes de créer une équipe spéciale interinstitutions pour l'autonomisation économique des femmes et des filles dans les zones rurales, proposition que le Réseau a acceptée. Dernièrement, en septembre 2017, le FIDA a accueilli une réunion d'experts des Nations Unies sur les défis et les possibilités pour parvenir à l'égalité entre hommes et femmes et autonomiser les femmes et les filles dans les zones rurales organisée. Cette réunion était organisée par ONU-Femmes en collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome.

4. Module mondial de la sécurité alimentaire

Le module mondial de la sécurité alimentaire est dirigé conjointement par la FAO et le PAM. Il soutient les secteurs et les modules de la sécurité alimentaire au niveau national en réagissant efficacement et en temps opportun aux situations de crises en fournissant une aide qui se traduit avant tout par des dotations en personnel, la gestion de l'information et des actions de plaidoyer. Tout au long de 2016, le module mondial de la sécurité alimentaire a dépêché du personnel en urgence au Soudan du Sud, en Syrie, en Afghanistan, au Nigéria et en Iraq afin de combler des lacunes ou d'accroître les effectifs. Ce module permet à la FAO et au PAM d'unir leurs efforts sur des questions relatives aux cadres intégrés de classification en vue de renforcer l'analyse de la sécurité alimentaire ainsi que le respect des normes

techniques au niveau des pays. Afin d'identifier les lacunes des interventions et d'élaborer un cadre de programmation commune réaliste, le module mondial de la sécurité alimentaire et les modules de la nutrition ont organisé des consultations de haut niveau concernant les quatre pays exposés au risque de famine: le Yémen, la Somalie, le Soudan du Sud et le Nigéria. S'y sont réunis le personnel des modules nationaux, des fonctionnaires des programmes clés de la FAO, du PAM, de l'UNICEF ainsi que des partenaires. Ces initiatives ont abouti à des plans de programmation commune pour chaque pays qui ont été mis en œuvre et font actuellement l'objet d'un suivi.

5. G7

À la demande de l'Italie, qui assure la présidence du G7, les trois organismes ayant leur siège à Rome ont prêté appui à la préparation de la réunion des ministres de l'agriculture du Groupe organisée à Bergame (14-15 octobre 2017). La FAO, le FIDA et le PAM, ainsi que l'OCDE⁵, ont fourni une assistance technique au G7 en préparant deux rapports exhaustifs sur les thèmes suivants: gestion du risque agricole; agriculture, sécurité alimentaire, développement rural et migration. Des représentants des trois organismes ayant leur siège à Rome ont participé à deux Réunions des hauts fonctionnaires de l'agriculture du G7 en qualité de spécialistes.

6. G20

Les organismes ayant leur siège à Rome ont échangé des informations et coordonné leurs positions sur diverses questions abordées par le communiqué et le plan d'action des ministères de l'agriculture. Ils ont uni leurs efforts pour appeler l'attention du G20 sur la famine qui frappe le Soudan du Sud et sur les risques de famine en Somalie, au Yémen et dans le Nord-Est du Nigéria. Ces efforts ont été fructueux puisqu'un texte sur la famine a été inséré dans la Déclaration des dirigeants du G20. En avril 2017, lors de la Conférence du G20 «ONE WORLD – No Hunger. Future of the Rural World» (UN SEUL MONDE sans faim: L'avenir du monde rural), le Président du FIDA a fait une déclaration au nom des organismes ayant leur siège à Rome, soulignant que ces derniers font corps et sont prêts à se rallier au G20 pour peser davantage sur le terrain.

7. Journée internationale de la femme

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, les organismes ayant leur siège à Rome accueillent tous les ans, chacun leur tour, une manifestation lors de laquelle chaque organisation s'exprime en prélude à une conférence-débat. Pour marquer l'événement en 2017, les trois organismes ont également organisé une manifestation à la FAO intitulée: «Aux côtés des femmes rurales, intensifions nos efforts pour en finir avec la faim et la pauvreté». Le thème commun à l'ensemble du système des Nations Unies étant «Les femmes dans un monde du travail en évolution: une planète 50-50 d'ici à 2030», cette manifestation a mis en avant les solutions d'avenir et des exemples spécifiques des travaux de la FAO, du FIDA et du PAM visant à valoriser le potentiel inexploité des femmes rurales dans les systèmes alimentaires, les chaînes de valeur agricole et le développement durable.

8. Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition

En 2016, la FAO et l'OMS ont présenté une feuille de route relative à la Décennie d'action, et élaborent actuellement leurs engagements respectifs. La collaboration des organismes ayant leur siège à Rome sur les questions touchant la nutrition fait partie de ces engagements. Ces trois organismes se sont unis à d'autres parties prenantes pour contribuer aux consultations organisées afin d'identifier les activités qu'il convient d'accélérer au niveau des pays ainsi que la manière dont l'ensemble des partenaires peuvent améliorer leur coopération. La FAO, le FIDA et le PAM figurent parmi les membres du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies qui ont déjà rendu publics leurs engagements. Avec l'OMS, ils ont conjointement organisé trois manifestations intersessions consacrées à la Décennie d'action en marge de la quarante-quatrième session du CSA, en 2017.

⁵ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

9. Journée mondiale de l'alimentation

La Journée mondiale de l'alimentation 2016 a été célébrée en octobre avec pour thème «Le climat change, l'alimentation et l'agriculture aussi». Des manifestations ont été organisées dans plus de 150 pays aux quatre coins du monde ainsi qu'à Rome, au Siège de la FAO. Les organismes ayant leur siège à Rome ont adressé le message suivant aux dirigeants mondiaux, aux autorités locales, aux organisations internationales, à la société civile, au secteur privé et à tous les citoyens: nous devons lutter ensemble contre le changement climatique, la faim et la pauvreté pour être en mesure d'atteindre les objectifs de développement durable fixés par la communauté internationale. Un message spécial a également été lu par le Pape François.

La Journée mondiale de l'alimentation 2017 portait sur les investissements dans la sécurité alimentaire et le développement rural pour freiner la migration. Outre les responsables des organismes ayant leur siège à Rome, cette manifestation réunissait Sa Sainteté le Pape François, le Président de la République de Madagascar, les ministres de l'agriculture de plusieurs pays du Groupe des sept (G7) ainsi que le Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, ce qui témoigne des liens importants entre la sécurité alimentaire, le développement rural et les migrations.

10. Forum mondial de la recherche agricole (FMRA)

La FAO et le FIDA sont cofondateurs du Forum et siègent actuellement aux comités directeurs du FMRA en qualité d'organismes facilitateurs. En 2003, le FIDA et la FAO ont signé un protocole d'accord en vertu duquel ils s'engagent à fournir des ressources à l'appui des activités du FMRA et du fonctionnement de son Secrétariat, engagement auquel ces organismes se sont tenus jusqu'à aujourd'hui. Les contributions actuelles de la FAO et du FIDA au FMRA soutiendront la mise en œuvre du plan à moyen terme 2018-2021 ainsi que les travaux en matière d'innovation et de recherche du Forum.

Annexe III – Collaboration sur des domaines thématiques

1. *Changement climatique*

Le Groupe de travail informel des organismes ayant leur siège à Rome sur le changement climatique s'est réuni à deux reprises afin de voir comment resserrer la collaboration sur ce thème aux niveaux stratégique et national. En marge des quarante-deuxième et quarante-troisième sessions du CSA, la FAO, le PAM et le FIDA ont organisé ensemble des manifestations abordant la résilience et l'adaptation des petits exploitants et des communautés rurales à l'égard des incidences du changement climatique. À la vingt-deuxième Conférence des Parties (COP 22), des manifestations communes ont été organisées sur les thèmes suivants: apporter des bases scientifiques aux décisions en matière d'atténuation et d'adaptation; les pratiques d'adaptation à l'échelle des communautés visant à réduire le risque de catastrophe, accroître la résilience et mettre un terme à la pauvreté; respecter l'engagement de Paris – faire peser le financement climat à Marrakech; l'objectif Faim zéro dans le contexte du changement climatique (agriculture et sécurité alimentaire). D'autres événements communs ont eu lieu à l'occasion des quarante-quatrième et quarante-cinquième réunions des organes subsidiaires. Dans la perspective de la vingt-troisième Conférence des Parties, les organismes ayant leur siège à Rome ont prévu trois manifestations conjointes consacrées respectivement à l'utilisation des terres, la finance et l'éducation. S'agissant des aspects techniques de leurs activités, les organismes ayant leur siège à Rome coopèrent dans le cadre de plusieurs initiatives relatives au climat: Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne du FIDA (ASAP), Bangladesh, Kenya, élaboration de propositions soumises au Fonds vert pour le climat pour le compte du Ghana et du Territoire palestinien, entre autres. La FAO, le PAM et le FIDA travaillent de concert à la réalisation de l'Initiative de résilience face aux changements climatiques : anticiper, absorber, reformuler (A2R) du Secrétaire général de l'ONU. Leur collaboration concernant les données et l'information, notamment en matière de SIG, d'observation terrestre et d'analyse commune du climat, permet de partager les ressources au profit de tous les membres de ces organismes.

2. *Alerte rapide, intervention précoce*

Le Système d'alerte rapide et d'intervention précoce de la FAO et les systèmes d'alerte internes du PAM traduisent les risques et les alertes en actions immédiates afin de réduire l'impact de catastrophes déterminées. Ces deux dispositifs alimentent l'analyse interinstitutions des risques et des alertes rapides. Le Comité permanent interorganisations aborde ces points dans son rapport Early Warning and Early Action Readiness Analysis Report (rapport d'analyse des alertes rapides et du degré de préparation à l'action immédiate).

À l'échelon mondial, un large éventail de partenaires de développement et du secteur humanitaire ont adhéré à l'initiative relative aux procédures opérationnelles standard (POS). Les POS pilotées par la FAO reposent sur la collaboration et l'échange d'informations avec le PAM et le FIDA. L'un des principaux aboutissements des POS à ce jour est l'établissement de l'Équipe spéciale interinstitutions pour El Niño.

Au niveau des pays, la FAO, le PAM et d'autres partenaires collaborent en vue de mettre en place des systèmes d'alerte rapide et d'intervention précoce sur le terrain. Les résultats des analyses de la vulnérabilité produites par le PAM donnent lieu à des plans par pays, le cas échéant. À titre d'exemple, le système d'alerte rapide et d'intervention précoce soudanais a noué un partenariat pour échanger des informations avec l'unité locale d'analyse et cartographie de la vulnérabilité du PAM. Leur communication régulière sur les prix du marché du sorgho et du mil a joué un rôle décisif dans l'établissement d'un système d'alerte précoce en matière de sécheresse dans le pays.

À l'échelon national, la FAO et le PAM collaborent également avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) concernant les déclencheurs d'alerte rapide et les plans d'action immédiate. Ainsi, des plans d'intervention précoce visant les sécheresses et les cyclones ont récemment été mis en place dans la sous-région du Pacifique.

3. *Intégration financière*

La FAO et le FIDA travaillent de concert à favoriser les opérations responsables en matière d'agriculture contractuelle et à améliorer les cadres législatifs et de décision y relatifs, ce qui joue positivement sur

l'intégration commerciale et financière des petits exploitants dans les chaînes de valeur agricole. Ces organismes ont aussi collaboré dans le cadre du partenariat Amélioration des capacités en financements ruraux⁶. Les connaissances acquises sont ensuite diffusées par l'intermédiaire du Centre d'apprentissage de finance rurale, une plate-forme Web commune gérée par la FAO.

4. Pertes et gaspillages de nourriture

Tirant parti de leurs efforts communs, les organismes ayant leur siège à Rome ont organisé en septembre 2017 un événement intitulé «Collaboration on Food Loss and Waste Reduction» (collaboration sur les pertes et gaspillages de nourriture) au sein du FIDA. Cette manifestation a été l'occasion de mettre en lumière les travaux de ces trois différents acteurs pour ce qui touche aux pertes et gaspillages de nourriture; de présenter les résultats et les enseignements tirés des collaborations actuelles et passées entre ces organismes sur ces question et de définir une vision commune pour leurs futurs efforts conjoints dans la lutte contre les pertes et les gaspillages de nourriture.

5. Parité hommes-femmes

Les organismes ayant leur siège à Rome assurent la présidence tournante de l'équipe chargée de la parité hommes-femmes, responsabilité qui incombe au FIDA en 2017. Cette équipe organise des manifestations, comme le Forum du CSA sur l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition et «Leave no one behind: Achieving gender equality for food security, nutrition and sustainable agriculture». Faisant suite à la manifestation de haut niveau sur les femmes des zones rurales, les organismes ayant leur siège à Rome ont présenté à l'Union européenne une proposition commune de perspectives transformatives visant la parité hommes-femmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. L'équipe chargée de la parité hommes-femmes encourage également les fonctionnaires des trois organisations à participer à des initiatives communes de développement des capacités, par exemple lors de la manifestation «16 jours d'activisme». Par ailleurs, la FAO, le PAM et le FIDA effectuent des examens critiques de la mise en œuvre et des résultats du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

6. Innovations et systèmes d'innovation agricole

La FAO et le FIDA collaborent au renforcement des capacités des États membres à l'égard des systèmes d'innovation agricole. Des propositions de projets communs visant des systèmes d'innovation agricole en faveur des pauvres dans deux pays d'Amérique latine sont en cours d'élaboration.

7. Soutien à l'investissement

La FAO apporte son appui à la formulation et à la mise en œuvre de programmes et de projets financés par le FIDA en faveur de la réduction de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et du développement rural. En 2016-2017 (18 mois), douze projets ont été mis au point avec l'appui de la FAO avant d'être approuvés par le Conseil du FIDA, ce qui représente un total de plus de 0,6 milliard d'USD. Les pays bénéficiaires sont l'Argentine, la Côte d'Ivoire, l'Inde, le Kirghizistan, la Mauritanie, le Monténégro, le Niger, la République démocratique populaire lao, le Rwanda, Tonga, le Vietnam et le Zimbabwe. La FAO contribue fortement à la conception de projets au Bénin, au Belize, au Burkina Faso, au Gabon, en Guinée, à Madagascar, au Mali, en Ouzbékistan et en République centrafricaine.

L'Organisation aide notamment les pouvoirs publics à réaliser les examens à mi-parcours et les évaluations finales des projets financés par le FIDA. La FAO et le FIDA ont élaboré ensemble une Initiative pour le renforcement des capacités (une subvention commune de 2,5 millions d'USD) visant à améliorer les résultats de la mise en œuvre d'une dizaine de projets financés par le FIDA dans huit pays fragiles⁷ et à renforcer les capacités nationales concernant le programme des écoles pratiques d'agriculture, le développement des chaînes de valeur, la planification, le suivi et l'évaluation des projets ainsi que le renforcement des coopératives d'agriculteurs ou de pêcheurs. Le FIDA et la FAO produisent

⁶ Partenariat CABFIN.

⁷ Burundi, Érythrée, Égypte, Jordanie, Népal, République du Congo, République démocratique du Congo et République démocratique populaire lao.

à deux la série «Knowledge for Investment» (la connaissance au service de l'investissement) qui a pour vocation de permettre l'échange de données d'expériences et de voir comment améliorer les opérations et accroître les investissements. Les deux organisations continuent de collaborer pour améliorer la qualité en évaluant les propositions de projet (prêts et subventions), les stratégies par pays ainsi que les analyses économiques et financières avant qu'elles soient présentées au Conseil pour approbation.

8. Nutrition

Les organismes ayant leur siège à Rome disposent d'une équipe spéciale pour l'intégration des questions de nutrition qui se réunit régulièrement pour progresser sur les axes de travail commun aux niveaux régional et national. Trois axes ont été établis: i) activités de plaidoyer et sensibilisation en faveur d'une planification des investissements agricoles qui tiennent compte de la nutrition; ii) renforcement des capacités pour élaborer, mettre en œuvre, suivre et évaluer des projets, programmes ou politiques tenant compte de la nutrition; iii) soutien opérationnel à la conception, la mise en œuvre, la supervision, le suivi et l'évaluation des projets et stratégies pour les pays.

9. Achats au service du progrès/Acheter aux Africains pour l'Afrique (PAA Afrique)

PAA Afrique est une initiative mixte PAM-FAO mise en œuvre dans cinq pays: l'Éthiopie, le Malawi, le Mozambique, le Niger et le Sénégal. Le Kenya et la Gambie se sont dits intéressés par le programme et ont adhéré au processus d'élaboration de PAA Afrique dans sa phase II. La FAO est chargée de renforcer les capacités en matière de production et de commercialisation, ce qui passe par des formations, la distribution d'intrants et un appui aux services de vulgarisation. Le PAM est responsable des achats de nourriture et des repas scolaires, et soutient les organisations d'agriculteurs s'agissant de la manutention après récolte. La phase II, qui s'étalait de janvier 2014 à juin 2017, s'est traduite par un renforcement partiel des opérations sur le terrain, la promotion des activités d'apprentissage et de partage, la consolidation du dialogue politique et l'élaboration d'un volet sur le suivi et l'évaluation. Durant cette phase, les autorités publiques ont participé activement à la mise en œuvre et au suivi des projets. Des formations sur PAA Afrique et des manifestations visant l'échange de connaissances ont renforcé l'aptitude des États à mener des programmes institutionnels d'achat de denrées alimentaires. Ainsi, le Niger, le Sénégal, l'Éthiopie, le Mozambique, la Gambie et le Kenya ont intégré l'approche de PAA Afrique dans leurs cadres de décision nationaux concernant les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale, la protection sociale ou le budget.

10. Migration et emploi des jeunes ruraux

La FAO et le FIDA ont collaboré pour multiplier les possibilités d'emploi rural décent pour les jeunes femmes et les jeunes hommes en s'attaquant à l'émigration des populations rurales et en s'assurant que les envois de fonds étaient utilisés de façon productive. Les deux organismes ont mené conjointement le projet YOUTH Caribe (jeunesse Caraïbes) afin de multiplier les possibilités d'emploi rural décent. D'autre part, la FAO et le PAM ont travaillé de concert pour contribuer à l'intégration des jeunes sans emploi dans la main-d'œuvre rurale en Tunisie. De même, les trois organismes ayant leur siège à Rome ont élaboré des produits de connaissances mixtes portant notamment sur les thèmes suivants: 1) développement des savoirs, des compétences et des talents de la jeunesse pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition; 2) jeunesse et agriculture: principaux défis et solutions concrètes et 3) interactions entre les zones rurales et urbaines en faveur d'emplois ruraux décents. Le FIDA a également contribué à la réunion d'experts «Rural Youth Aged 15 to 17» (Les jeunes de 15 à 17 ans dans les zones rurales) organisée par la FAO.

11. Protection sociale

La FAO, le FIDA, le PAM et d'autres partenaires ont conjugué leurs efforts pour créer un cadre de ressources visant la conception, la mise en œuvre et la généralisation des programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale dirigés par les États. La FAO et le PAM sont des membres essentiels du Conseil de coopération interinstitutions pour la protection sociale. Les deux organismes ont pris part à l'«International Conference on Social Protection in contexts of Fragility and Forced Displacement» (conférence internationale sur la protection sociale dans des contextes de fragilité et de déplacements forcés). Ils coopèrent aussi au niveau des pays afin que les systèmes de protection sociale

existants et/ou naissants y réagissent mieux aux situations de crise (au Lesotho et en Somalie, notamment).

12. Plate-forme pour l'agriculture tropicale

La FAO et le FIDA sont partenaires au sein du Secrétariat de la Plate-forme pour l'agriculture tropicale, qui contribue au renforcement des capacités nationales en matière d'innovation agricole dans les régions tropicales. En 2017, ces deux organismes ont participé à une initiative de la Plate-forme visant la création d'un portail d'échange d'informations sur l'agriculture tropicale appelé TAPipedia. Ce système d'information a été conçu pour améliorer l'échange de connaissances et l'apprentissage ainsi que pour faciliter l'aide au développement des capacités relativement aux systèmes d'innovation agricole.

13. Réaction humanitaire (santé et nutrition)

La FAO et le PAM unissent leurs efforts en faveur d'une réaction intégrée face aux situations d'urgence qui frappent un certain nombre de pays comme le Soudan du Sud et la Somalie. Au Soudan du Sud, cette collaboration concerne la réaction face aux crises, l'information et l'analyse en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ainsi que l'amélioration de la résilience des communautés. La FAO et le PAM ont évalué conjointement les besoins de zones du pays qui figurent parmi celles qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire et des conflits. Le programme d'intervention d'urgence pour les moyens d'existence (Emergency Livelihood Response Programme) de la FAO permet de dégager des synergies pour cibler les populations bénéficiaires. Dans le cadre de l'ICNWX (Groupe de travail transversal des modules pour la nutrition), coorganisé par les modules mondiaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le PAM et la FAO travaillent ensemble à favoriser la coordination des modules aux fins d'une réaction humanitaire intégrée, pour obtenir de meilleurs résultats du point de vue de la nutrition, et pour que les questions de nutrition soient prises en compte dans l'action humanitaire.

14. Livestock Global Alliance (Alliance mondiale pour l'élevage)

Le FIDA et la FAO ont prêté leur concours à l'élaboration d'une stratégie de sensibilisation et à la préparation de plusieurs notes d'information sur des questions d'actualité comme le pastoralisme, la nutrition durant les 1 000 premiers jours, la peste des petits ruminants (PPR) et le bien-être des animaux. Ils apportent une aide financière et technique à la rédaction d'un guide d'investissement dans le bétail.

15. Comité permanent interorganisations (urgences de niveau 3/zoonoses)

La FAO et le PAM collaborent avec d'autres organismes de l'ONU dans le cadre de diverses initiatives visant à renforcer les capacités du système des Nations Unies pour faire face aux situations d'urgence sanitaire, par exemple les procédures d'activation de niveau 3 du Comité permanent interorganisations en cas de maladie infectieuse. La FAO est membre du Pandemic Supply Chain Network (PSCN), une initiative mondiale dirigée par le PAM qui vise à constituer et entretenir un réseau mondial d'approvisionnement pour répondre aux urgences sanitaires exceptionnelles d'ampleur internationale.

Annexe IV – Prestation conjointe de services institutionnels

1. Évaluations de la protection

Jusqu'en août 2017, le PAM réalisait des évaluations mondiales de la protection contre les chocs, y compris pour les organismes ayant leur siège à Rome. Ce service reposait sur le principe du recouvrement des coûts, et contribuait à vérifier que les locaux de l'Organisation des Nations Unies étaient protégés contre un large éventail d'attaques. De solides dispositifs de coordination et de collaboration sur le terrain se tenaient prêts à venir en aide au personnel concerné pour le placer en lieu sûr en cas d'urgence.

2. Collaboration en matière de continuité des opérations et de relèvement après les catastrophes

À la fin de 2016, la FAO et le FIDA ont conclu et signé un protocole d'accord prévoyant l'intégration réciproque de dispositifs permettant d'assurer la continuité des opérations et le relèvement après une catastrophe. La nouvelle infrastructure du FIDA pour la continuité des opérations et le relèvement est désormais intégrée au centre de données de la FAO, et le dispositif de la FAO équivalent est en cours de mise en place au centre de données du FIDA; il devrait être terminé en 2018. Le FIDA et le PAM mettent la dernière main au protocole d'accord en vertu duquel ils devront procéder de même afin d'assurer réciproquement la continuité des opérations et le relèvement après les catastrophes.

3. Équipe chargée des achats communs

En 2017, le socle commun des approvisionnements comprend l'assurance-maladie du personnel, les services bancaires de dépôt, l'électricité et le gaz. Plusieurs appels d'offres sont en cours ou terminés concernant l'évacuation sanitaire, le logiciel Adobe, les distributeurs automatiques, l'assurance-maladie et les services de conseil financier/gardien des placements. Les organismes ayant leur siège à Rome participent activement à l'ensemble des initiatives, groupes de travail et projets du réseau d'achats du Comité de haut niveau sur la gestion afin de cultiver la collaboration interinstitutions, d'échanger les connaissances et les pratiques optimales, d'harmoniser les règles et les procédures et d'offrir des possibilités de perfectionnement professionnel au personnel.

4. Sécurité au Siège

Ces dernières années, les unités de la sécurité au Siège respectifs des organismes ayant leur siège à Rome ont établi un partenariat robuste, en particulier grâce à la réalisation conjointe de simulations, d'exercices d'évacuation et d'activités de formation. Elles ont prêté leurs services à de grandes conférences comme celles du Conseil d'administration et du Conseil des gouverneurs. De plus, les représentants de la sécurité des sièges de la FAO, du FIDA et du PAM ont rédigé conjointement un document d'évaluation des risques par pays approuvé par l'Équipe de direction de haut niveau (siège en Italie et présidée par le Fonctionnaire désigné en Italie/Directeur général de la FAO) et par le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies à New York.

5. Procédures de voyage et frais de vol

Les organismes ayant leur siège à Rome ont négocié ensemble des tarifs spéciaux avec les compagnies aériennes afin d'obtenir des rabais valables dans le monde entier et d'autres avantages pour les voyageurs appartenant à ces institutions. Les accords conclus avec ces compagnies ont été signés par le FIDA au nom des trois organismes ayant leur siège à Rome. La FAO, le FIDA et le PAM continuent de négocier conjointement des accords de ce type avec l'ensemble des grandes compagnies aériennes auxquelles ils font appel. Des accords internationaux ont ainsi été renouvelés avec Emirates et les compagnies du groupe Sky Team (Air France, KLM, Delta Airlines ainsi que d'autres partenaires du groupe), et des accords équivalents ont été signés avec Turkish Airlines, Etihad Airways, Alitalia et Ethiopian Airlines.

6. Responsabilité environnementale des organisations – Responsabilité «verte»

Les organismes ayant leur siège à Rome se sont ralliés à l'initiative «Clean up the World / Puliamo Il Mondo» (Nettoyons la planète), qui s'est tenue le 24 septembre 2017.

7. *Processus de gouvernance*

Les organismes ayant leur siège à Rome ont organisé onze manifestations et réunions d'information communes depuis 2015, et la première réunion conjointe de leurs conseils d'administration a eu lieu de manière informelle en septembre 2017. Ces organismes collaborent aussi pour mener l'évaluation à mi-parcours de l'Association internationale des interprètes de conférence-Conseil des chefs de secrétariat (AIIC-CCS) afin d'arrêter une position commune en prélude à la renégociation de l'accord. La collaboration se poursuit également s'agissant des questions protocolaires en vue d'assurer la coordination et la cohérence des activités cérémoniales et de respecter l'étiquette diplomatique. En 2017, dans le cadre d'un projet de collaboration sous l'égide du Comité de haut niveau sur la gestion, les équipes chargées de la documentation des organismes ayant leur siège à Rome ont introduit les technologies XML dans la production documentaire destinée aux organes directeurs, à titre pilote. Soucieux d'encourager l'adoption commune de pratiques optimales parmi les organismes ayant leur siège à Rome, les secrétariats des organes directeurs ont également cultivé des échanges ponctuels de personnel pour certaines activités. En mai 2017, le PAM a accueilli la neuvième réunion annuelle des secrétariats des organes directeurs des Nations Unies organisée conjointement par les secrétariats des organes directeurs des organismes ayant leur siège à Rome. Cette réunion a permis à la FAO, au FIDA et au PAM de présenter ensemble leurs efforts de mise en œuvre du Programme 2030.

8. *Accueil des bureaux de pays*

Au niveau des organismes ayant leur siège à Rome, le PAM noue des liens avec les gestionnaires des installations du FIDA et de la FAO afin de s'entendre sur la mise en commun de services tels que la maintenance, l'impression et les accords à long terme visant la gestion des locaux. Par ailleurs, lorsque c'est possible, ces organismes partagent les mêmes locaux aux niveaux régional, national et infranational.

9. *Ressources humaines*

Les responsables des politiques en matière de ressources humaines des trois organismes ayant leur siège à Rome coopèrent activement pour veiller à ce que leurs politiques convergent autant que possible. Dernièrement, ils ont collaboré étroitement à la conception du nouveau régime de rémunération destiné aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, introduit cette année. De plus, ils portent cette année un important projet de mutualisation des appels d'offres et des contrats concernant l'assurance-maladie du personnel employé sous contrat de durée déterminée ou indéterminée. La FAO et le PAM ont lancé des appels d'offres concernant l'Assurance - groupe vie, accidents et invalidité (GLADI) et le régime d'assurance-maladie des personnes recrutées pour une période brève, des consultants et du personnel recruté localement (MICS/MIP).

10. *Services de contrôle interne*

En 2017, les initiatives à cet égard comprennent une vérification commune des comptes des activités des organismes ayant leur siège à Rome (sécurité des sièges et assurance-maladie). Les bureaux des services de contrôle interne de ces organismes se réunissent tous les ans pour débattre des points d'intérêt commun, ce qui a notamment permis aux directeurs des services d'évaluation de ces trois entités de discuter du suivi des objectifs de développement durable.

11. *Achat commun de services de trésorerie*

Les unités des organismes ayant leur siège à Rome chargées de ces questions travaillent ensemble à l'acquisition de services de trésorerie communs, efforts qui ont dernièrement porté sur la négociation avec des banques concernant les services de garde, la sélection de gestionnaires chargés des placements externes quand il existe des besoins communs, ainsi qu'une étude relative à l'allocation des actifs s'agissant des investissements à long terme. L'ensemble des organismes ayant leur siège à Rome participent également au Groupe de travail des Nations Unies sur les services de trésorerie communs, qui permet de coordonner la collaboration concernant les services bancaires et les services de change, d'investissement et de paiement.

12. Privilèges et immunités

Des réunions entre les interlocuteurs concernés des organismes ayant leur siège à Rome ont lieu régulièrement afin d'aborder des questions d'intérêt commun concernant les privilèges et les immunités. Ces discussions donnent désormais lieu à des réunions conjointes entre les organismes ayant leur siège à Rome et les autorités italiennes dans l'objectif d'harmoniser les procédures et l'attribution de privilèges et d'immunités, pour échanger des avis et pour répondre aux questions en souffrance depuis longtemps.

13. Coopération entre bibliothèques et services terminologiques

Les organismes ayant leur siège à Rome disposent d'un système commun pour gérer les emprunts dans les bibliothèques, ce qui permet à leur personnel de bénéficier des trois collections. Les bibliothèques des trois organismes échangent régulièrement des renseignements concernant les fournisseurs et les systèmes (par exemple éditeurs, services de gestion de bibliothèque), allant ainsi dans le sens d'une synergie accrue et de meilleurs services pour les usagers. La FAO, le FIDA et le PAM continuent de mettre en commun leurs ressources terminologiques grâce à la base de données FAOTERM, qui héberge désormais IFADTERM et WFPTERM.

14. Imprimerie

En mai 2017, alors qu'ils cherchaient des possibilités de mettre en commun des services aux fins d'améliorer l'efficacité et l'efficience, le FIDA et le PAM ont commencé à collaborer sur les services d'impression. L'imprimerie du FIDA offre des services d'impression au Siège du PAM sur la base de produits et de niveaux de service préalablement approuvés et respectueux des meilleures normes environnementales.

15. Technologies de l'information et des communications

Les organismes ayant leur siège à Rome collaborent étroitement pour examiner les possibilités de mettre en commun et d'échanger les contenus en ligne qu'ils ont élaborés, en collaboration avec les principaux groupes de travail de l'ONU et des organisations internationales. Un système FAO-FIDA d'apprentissage électronique est aujourd'hui pleinement opérationnel, ce qui permet aux deux entités d'échanger des cours. Les trois organismes ayant leur siège à Rome mettent en commun les informations de leurs systèmes de gestion des cartes d'accès, et les personnes autorisées de chacun d'eux peuvent donc accéder aux locaux des trois institutions munies de leur carte habituelle. Les organismes ayant leur siège à Rome disposent d'accords communs à long terme pour les biens et services relatifs aux technologies de l'information, et ont noué de nombreuses collaborations au niveau contractuel pour l'approvisionnement en matériel, en appareils de visioconférence et autres équipements de ce type. Le PAM et le FIDA échangent actuellement leur savoir-faire et des pratiques optimales en matière de cybersécurité et de passage aux systèmes en cloud.

16. Formation en matière de sécurité

Les formations en matière de sécurité destinées au personnel sont mises en commun sans frais supplémentaires. Le personnel de la FAO et du FIDA participe au programme Sécurité et sûreté en mission dispensé par le PAM à Rome sur une durée de cinq jours. C'est le PAM qui met à disposition du FIDA le matériel de formation pour l'équipe d'assistance à la sécurité, les radios et l'EPP (équipement de protection personnelle). De plus, l'équipe d'assistance à la sécurité des femmes du PAM est aussi mise à disposition du personnel de la FAO et du FIDA, et des réunions de formation à la sécurité sont organisées régulièrement pour ces trois organismes.

17. Mise à disposition de véhicules et de biens

La FAO a demandé l'aide du PAM pour établir des spécifications visant les véhicules légers. Plusieurs échanges de vues ont eu lieu avec le FAO à cet égard, et l'Organisation participe maintenant au Programme mondial de location de véhicules, qui fournit déjà le PAM. Le PAM a signé des accords à long terme détaillés concernant les pièces de rechange et la fourniture de carburant. Le partage de ces marchés à long terme constitue un autre domaine de collaboration des organismes ayant leur siège à Rome sur le terrain.